

Présidentielle: une très incertaine idée de l'Europe

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 24 mars 2012

LE PLUS. Quand parlera-t-on d'Europe? Après plusieurs rencontres à l'automne pour parvenir à des compromis autour d'un traité, la campagne française ne semble pas se concentrer assez sur les questions européennes. Un certain cynisme est à l'oeuvre selon Sylvie Goulard, eurodéputée (MoDem).

Dans l'Union européenne de 2012, l'Allemagne a la puissance, l'Italie la compétence. Entre ces deux pays majeurs qui préparent une initiative conjointe, où est la France ?

La campagne électorale confirme une triste réalité: malgré la position unique de notre pays, entre Nord et Sud, malgré les attentes qu'il suscite, les élites françaises n'ont plus qu'une ... très incertaine idée de l'Europe. Aucun des candidats ne propose une vision d'ensemble qui soit à la fois ambitieuse et crédible.

Désintérêt & cynisme

Certains jugent avec bonhomie le souverainisme électoral qui, au fil des meetings, s'abat sur notre pays. Pour eux, l'ondée finira avec la campagne électorale. Face à des populations peu réceptives, pour ne pas dire hostiles, il n'est certes pas facile de trouver le ton juste. Mais peut-être la désaffection des Français envers l'Europe a-t-elle à voir avec ces marques de désintérêt voire ce cynisme.

Si, à chaque scrutin, le rocher pesant de la pédagogie européenne dégringole à nouveau en bas de la pente, il ne faut pas s'étonner qu'au fil des années, les Français se détournent de l'Europe. Nos compatriotes voudraient un peu de cohérence, ils n'ont que des intermittences. Comme avec ces coucous suisses où de petits personnages donnent le temps qu'il fait, on ne sait jamais quel drapeau va sortir: européen, les jours de soleil (et d'opportunisme)? National, les jours de pluie (et de mauvais sondages)?

Nous devrions être des citoyens moins complaisants. Notre pays est à un tournant de son histoire. La perte de compétitivité de notre économie comme le lent recul de notre influence nous mettent au pied du mur. Face aux pays émergents, à côté de partenaires européens qui ont valorisé leurs propres atouts, nous n'avons plus de temps à perdre.

Ce n'est pas en entretenant l'illusion d'une "exception française" hors de propos, ce n'est pas en menaçant de "renverser la table", ni même en dénonçant l'Europe "illisible" sans même donner aux citoyens des clés de lecture, que nous retrouverons notre place en Europe.

Les promesses anéanties

De la relance de 1981 stoppée en 1983, à l'Union de la Méditerranée échouée à Berlin en 2008, en passant par la lutte avortée contre la "fracture sociale" en 1995, on ne compte plus les promesses de campagne anéanties peu de temps après. Le phénomène ne concerne pas seulement la France : au printemps 2010, la gestion de la crise grecque aurait peut-être été plus avisée sans les élections régionales en Nordrhein-Westfalen que Angela Merkel a – en vain – cherché à gagner. Partout, cette stratégie ne mène à rien : au populisme de circonstances, l'électeur préférera toujours l'alternance ou l'outrance assumée des extrêmes.

Quoiqu'il en soit, les circonstances sont trop graves pour tolérer encore ce qu'il convient d'appeler par son nom: un déni de réalité. Et la crise n'est pas terminée. Si la BCE a permis aux marchés de relâcher leur pression, l'avenir de la zone euro passe par des réformes en profondeur. Nos partenaires commencent à y réfléchir. Que répondrons-nous à deux questions simples : quelle union économique, quelle union politique voulons-nous?

La monnaie ne sera viable que si une politique économique européenne se met enfin en place. Elle doit permettre, par exemple, une gestion plus coordonnée (et rigoureuse) des budgets nationaux mais aussi des transferts financiers accrus et la mobilité des salariés, un assouplissement du marché du travail et une plus grande équité fiscale, sans parler de choix énergétiques durables.

De tous ces sujets, les candidats parlent en vrac mais la cohérence d'ensemble fait défaut. Et tous effleurent à peine la question clé du marché unique qu'il ne suffit pas de diaboliser si nous voulons donner du travail aux Français. Qu'il faille en corriger les asymétries, et peut-être même le repenser, voilà qui ne fait aucun doute. Mais comment? Avec quels partenaires: les 17 (zone euro)? Ou les 27 (avec le Royaume-Uni)? Comment articuler ces deux ensembles?

Le marché aussi nécessaire que rejeté

Depuis près de deux ans, Jose Manuel Barroso a sur son bureau un rapport rédigé par Mario Monti, fort bien accueilli en son temps, qui dresse un bilan lucide: le marché est aussi nécessaire qu'il est rejeté. Sa perpétuation appelle un armistice entre les partisans du marché hostiles au social (anglo-saxons et nouveaux Etats membres) et les partisans du social moins compétitifs (en Europe continentale). Malgré les efforts de Michel Barnier, ce rapport a été dilué, privé de portée.

Pire, les Britanniques longtemps ardents défenseurs du marché, sapent son unité en prônant, pour le secteur bancaire, une régulation "chacun pour soi". Les efforts patients pour bâtir un marché intégré des capitaux susceptible de drainer l'épargne à grande échelle, risquent d'être réduits à néant au moment même où l'Europe a dramatiquement besoin d'investissements et de croissance. Sur ces sujets stratégiques, nos responsables ne disent pas grand chose.

Enfin, une union économique, sociale et fiscale plus poussée appelle assurément plus de démocratie : les citoyens veulent peser sur leur destin. Des réformes de grande ampleur devront être menées, en temps voulu. La tâche n'est pas évidente mais elle peut ouvrir, notamment à la jeunesse, des horizons motivants.

A la demande du Premier ministre, le sénateur Jean Arthuis a rédigé un rapport qui propose d'assumer le partage de souveraineté lié à la monnaie unique, de rénover le cadre de sa gestion et de le démocratiser [1]. Espérons que ces propositions soient un aiguillon dans un débat présidentiel qui tarde à démarrer et non un excellent rapport de plus, remisé dans un tiroir.